

**MARCHE PUBLIC DE
FOURNITURE**

Procédure adaptée
Selon l'article L2123-1 du code
de la commande publique

**ACQUISITION DE VEHICULES
ELECTRIQUES**

Règlement de consultation (RC)

**Date et heure de limites de remise des offres :
19 septembre 2025 à 12h**

Article 1 - Dispositions relatives au marché

1.1 - Objet du marché

L'objet du marché est la fourniture et la livraison de 10 véhicules électrique

1.2 - Étendue, forme et durée de la consultation

Le marché est un marché public de fourniture passé selon une procédure adaptée, selon l'article L2123-1 du code de la commande publique. Il s'agit d'un marché ordinaire.

1.3 - Durée des marchés

Le marché est conclu jusqu'à l'admission des véhicules, prononcée par le pouvoir adjudicateur, le délai maximum d'exécution est fixé à 20 semaines à partir de la notification du marché.

En cas de dysfonctionnement ou de non-respect du dossier de consultation, la résiliation de la convention pourra intervenir par lettre recommandée avec accusé de réception dans le mois suivant le dysfonctionnement constaté.

1.4 - Nomenclature communautaire

La ou les classifications principales et complémentaires conformes au vocabulaire commun des marchés européens (CPV) sont :

| Classification |
|--------------------------------------------------------------------|
| 34144900-Véhicules électriques 34110000- Voitures particulières |

Article 2 - Conditions de la consultation

2.1 - Délai de validité des offres

Le délai de validité des offres est fixé à **90 jours** à compter de la date limite de remise des offres.

2.2 - Forme juridique du groupement

Le pouvoir adjudicateur ne souhaite imposer aucune forme de groupement à l'attributaire. En cas de groupement conjoint, l'un des opérateurs économiques membres du groupement est désigné dans la candidature et dans l'offre comme mandataire et représente l'ensemble des membres vis-à-vis de l'acheteur et coordonne les prestations membres du groupement. L'acte d'engagement doit indiquer la répartition des prestations que chacun des membres du groupement s'engage à exécuter. Un cadre est prévu à cet effet à l'acte d'engagement.

2.3 - Offre de base et variantes

Les candidats doivent répondre impérativement à l'offre de base, les variantes sont autorisées.

Ces variantes doivent, conformément à l'article R2151-10 du code de la commande publique, répondre aux modalités de base précisées dans le CCP.

Les candidats peuvent proposer des variantes supérieures aux exigences demandées notamment concernant les points suivants :

- L'autonomie du véhicule : Dans ce cadre il est possible pour les candidats de proposer un 1^{er} modèle répondant aux besoins minimaux décrits et un second allant au-delà des exigences minimales du SDE35.

Dans l'hypothèse d'une proposition de variantes, celles-ci devront être entièrement décrites **financièrement et techniquement** dans des documents **indépendants mais similaires** aux documents demandés pour la présentation de l'offre de base (AE et annexes)

Article 3 - Contenu du dossier de consultation

Le dossier de consultation contient les pièces suivantes :

- Le règlement de la consultation (RC) ;
- L'acte d'engagement (AE) ;
- Le Cahier des Clauses Particulières (CCP) ;

Le dossier de consultation des entreprises est remis gratuitement à chaque candidat. Il est consultable et téléchargeable à l'adresse suivante : <https://marches.megalisbretagne.org> .

Le pouvoir adjudicateur se réserve le droit d'apporter des modifications de détail au dossier de consultation au plus tard 5 jours avant la date limite de réception des offres. Ce délai est décompté à partir de la date d'envoi par le pouvoir adjudicateur des modifications aux candidats ayant retiré le dossier initial. Les candidats devront alors répondre sur la base du dossier modifié sans pouvoir n'élever aucune réclamation à ce sujet.

Si, pendant l'étude du dossier par les candidats, la date limite de réception des offres est reportée, la disposition précédente est applicable en fonction de cette nouvelle date.

Article 4 - Présentation des candidatures et des offres

Les offres des concurrents seront entièrement rédigées en langue française et exprimées en euro.

4.1 - Candidatures

Pièces de la candidature telles que prévues aux articles L. 2142-1, R. 2142-3, R. 2142-4, R. 2143-3 et R. 2143-4 du Code de la commande publique :

Pièces de la candidature :

Les candidats doivent utiliser les formulaires DC1 (lettre de candidature) et DC2 (déclaration du candidat) ou le document unique de marchés européens (DUME) pour présenter leur candidature. Ces documents sont disponibles gratuitement sur le site www.economie.gouv.fr.

La candidature doit donc contenir les documents et renseignements suivants :

- Les renseignements concernant la situation juridique de l'entreprise ou de l'association
 - La déclaration sur l'honneur pour justifier que le candidat n'entre dans aucun des cas d'interdiction de soumissionner mentionnés aux articles L.2141-1 à L.2141-5 et L.2141-7 à L.2141-11 du code de la commande publique.
 - Lettre de candidature DC1
 - La déclaration du candidat individuel ou du membre du groupement (DC2).
 - Kbis de moins de 3 mois
- Si le signataire n'est pas le représentant légal du candidat, son habilitation à signer les documents relatifs au marché (délégation de pouvoir ou délégation de signature établie par le représentant légal ou son délégataire dûment autorisé).

4.2 - Pièces de l'offre

Les candidats doivent produire les documents suivants réunis au sein d'un sous-dossier « offre » :

- L'acte d'engagement (AE) et ses annexes ;
- Le Cahier des Clauses Administratives Particulières (CCP) daté et signé ;
- Le devis détaillé

- La proposition technique et financière du candidat, le délai devra respecter le délai maximum de livraison indiqué à l'article 1.3 du présent règlement de consultation
- Les fiches ou éléments techniques

Le prestataire portera à la connaissance du SDE35 toute autre précision qu'il jugera utile.

Article 5 - Conditions d'envoi ou de remise des plis

Conformément aux dispositions de l'article R2132-7 du code de la commande publique relatif aux marchés public, la transmission électronique des candidatures et des offres est obligatoire dans le cadre de la présente mise en concurrence.

Cette procédure rend obligatoire le téléchargement des documents du dossier de consultation sur un réseau électronique et de déposer une offre par voie électronique via le site internet accessible à l'adresse: <https://marches.megalisbretagne.org>

Le candidat pourra s'aider des tutoriels visibles à :

https://www.megalisbretagne.org/jcms/mw_9535/destutoriels-video-pour-vous-accompagner-dans-l-utilisation-des-services#sdmentreprises

Le candidat transmet sa candidature et son offre par voie dématérialisée, et a la faculté de transmettre en parallèle une copie de sauvegarde de sa candidature et de son offre sur support physique électronique (clef USB, CD-ROM, DVD-ROM...) (Les documents figurant sur ce support doivent être revêtus de la signature électronique pour les documents dont la signature est obligatoire) ou sur support papier.

L'ouverture de cette copie de sauvegarde ne sera effectuée par le pouvoir adjudicateur que dans les cas prévus à l'article 7 de l'arrêté du 14 décembre 2009 relatif à la dématérialisation des procédures de passation des marchés publics.

Cette copie de sauvegarde doit être transmise dans les délais impartis pour le dépôt des candidatures et des offres. Cette copie doit être placée dans un pli fermé comportant la mention lisible « copie de sauvegarde » ainsi que les informations coordonnées mentionnées ci-dessus.

Ce dépôt est réalisé dans une enveloppe électronique unique.

Pour répondre à la présente consultation sous forme dématérialisée via la plate-forme, la personne habilitée à engager le soumissionnaire doit être titulaire d'un certificat électronique afin de signer sa réponse.

Les candidats doivent insérer dans l'enveloppe électronique unique l'ensemble des documents requis. Le pli précité doit contenir respectivement dans une seule enveloppe, les pièces de la candidature et les pièces de l'offre dont le contenu est défini au présent règlement de la consultation. Le dossier de candidature et d'offre est un fichier unique compressé au format « .zip ».

Les plis transmis sous cette forme sont horodatés par la plate-forme <https://marches.megalisbretagne.org>

Les opérateurs économiques doivent donc prendre toute disposition afin que leurs plis soient réceptionnés (et non envoyés) avant les date et heure limites indiquées en page de garde du présent Règlement de la Consultation. Il est préférable de faire le dépôt électronique au moins 2 heures avant la date et heure de clôture. Tout pli qui parviendrait après cette date sera considéré comme hors délai.

Dans le cas de plusieurs dépôts d'offres par un même candidat, seule la dernière sera ouverte.

Sont autorisés, pour la transmission électronique des plis, les formats Word, Excel et PDF ou équivalents.

L'attention des opérateurs économiques est attirée sur le fait qu'ils doivent limiter au maximum la taille des fichiers transmis, et notamment le poids des éventuelles photos. Des outils sont à cet effet à leur disposition sur la plateforme e-megalisbretagne.org, Espaces entreprises, Boîte à outils, Sites référencés en fin de menu à droite de l'écran.

5.1 - Signature électronique (au moyen d'un certificat électronique)

Aucune signature électronique n'est exigée au stade de la remise des offres. Les candidats sont informés que seuls les attributaires devront signer électroniquement les marchés publics.

Article 6 - Sélection des candidatures et jugement des offres

Le jugement des offres sera effectué dans les conditions prévues aux articles L.2152-1 à L.2152-4, R. 2152-1 et R. 2152-2 du Code de la commande publique et donnera lieu à un classement des offres.

L'attention des candidats est attirée sur le fait que le groupement de commande se réserve le droit, conformément aux articles R2152-1 et 2 du code de la commande publique, de procéder à une demande de régularisation des offres irrégulières à condition qu'elles ne soient pas anormalement basses. En revanche, toute offre inacceptable ou inappropriée sera éliminée. Ce processus de régularisation n'est qu'une faculté de du pouvoir adjudicateur dont le candidat ne pourra se prévaloir. La régularisation des offres irrégulières ne peut avoir pour effet de modifier des caractéristiques substantielles des offres.

| Critères et sous-critères | Pondération |
|---------------------------|-------------|
| 1. Prix des prestations | 40% |
| 2. Valeur technique | 40% |
| 3. Note environnementale | 20% |

Le prix sera évalué en fonction du prix global du véhicule annoncé par le candidat, en attribuant la note la plus élevée au prestataire le moins disant ($Prix_{min}$), les notes de chacun des autres prestataires étant calculé en fonction de leurs prix respectifs (Prix) via la formule suivante :

$$- \text{Note} = \frac{Prix_{min}}{Prix} * 40$$

La valeur technique sera évaluée en fonction des documents remis par le prestataire et décrivant les véhicules, selon les modalités suivantes :

- Adéquation de l'offre par rapport aux besoins : 25%
- Autonomie : 25%
- Délai de Livraison : 25%
- Capacité de pilotage énergétique (pilotage de la recharge, V2G, V2X) : 25%

La note environnementale sera évaluée en fonction de l'éligibilité du véhicule à l'éco-score attribué par l'ADEME au véhicule proposé

Les offres seront classées par ordre décroissant.

Article 7 - Négociation avec les candidats

Le pouvoir adjudicateur se réserve le droit de négocier avec un ou plusieurs candidats ayant présenté les offres économiquement les plus avantageuses sous la forme écrite à l'issu de l'analyse des offres. Cependant, le pouvoir adjudicateur pourra juger que, compte tenu de la qualité des offres, la négociation n'est pas nécessaire. L'intérêt du candidat est d'optimiser son offre initiale.

La négociation portera sur les éléments de l'offre ainsi que sur le prix.

Article 8 - Renseignements complémentaires

Pour obtenir tous les renseignements complémentaires qui leur seraient nécessaires au cours de leur étude, **les candidats devront faire parvenir au plus tard 10 jours avant la date limite de réception des offres, une demande écrite** par la plateforme mégalis à l'adresse suivante : <https://marches.megalisbretagne.org>.

Une réponse sera alors adressée à toutes les entreprises ayant retiré le dossier ou l'ayant téléchargé après identification, **au plus tard 6 jours avant la date limite de réception des offres**.

Article 9 - Recours

Instance chargée des procédures de recours :

Tribunal administratif de Rennes, Hôtel de Bizien, 3, contour de la Motte, 35000 Rennes

Tél. : 02 23 21 28 28, Courriel : greffe.ta-rennes@juradm.fr

Service auprès duquel des renseignements peuvent être obtenus concernant l'introduction des recours :

Greffe du tribunal administratif, 3, contour de la Motte, 35000 Rennes.